terra nova
LE THINK TANK PROGRESSISTE

COVID-19

CORONAVIRUS : REGARDS SUR UNE CRISE

Mars - novembre 2020

NOTRE DÉMARCHE

Depuis le début de la crise du coronavirus, Terra Nova a ouvert ses colonnes et son site à des contributions venant d'horizons variés : témoins, acteurs, experts. Passés le temps de la stupéfaction et le long effort d'accommodation du regard à une crise sanitaire inédite, le temps de la réflexion et de l'intelligence collective doit reprendre ses droits. Non pour dominer les événements de toute la hauteur d'analyses définitives – qui le pourrait ? – mais pour s'efforcer de mettre en partage les réflexions, observations, témoignages et questionnements que suscitent, chez chacun d'entre nous, les développements de l'épidémie et les multiples conséquences qu'elle aura aussi bien à court qu'à moyen et long terme.

Terra Nova est une association loi 1901 reconnue d'intérêt général. A travers nos publications et nos événements, nous promouvons des propositions innovantes et opérationnelles dans tous les domaines de politiques publiques. Nous diffusons gratuitement nos travaux via notre site Internet www.tnova.fr et les réseaux sociaux auprès d'un large public.

COVID-19

www.tnova.fr

SANTÉ

COVID-19 ET MALADIES CHRONIQUES : QUAND LES USAGERS DU SYSTÈME DE SOINS NE PEUVENT PLUS Y ACCÉDER

Par Axelle N'Ciri, du think tank d'internes en médecine "Les Ateliers Mercure"

En 2019, la Caisse Nationale d'Assurance-Maladie (CNAM) dénombrait 20 millions de patients atteints d'une maladie chronique en France. Depuis les annonces de confinement prises par le gouvernement le 12 mars dernier, et les mesures de réorganisation du système de soins inhérentes à la gestion de l'épidémie de COVID-19, ce sont donc près d'un Français sur trois qui sont directement ou indirectement impactés dans leur prise en charge quotidienne. Nombre d'entre eux ont fait d'ores et déjà part de leurs inquiétudes, légitimes, quant à leur vulnérabilité et la nécessité d'une continuité de leur suivi médical. Ils décrivent notamment l'angoisse que suscite la propagation du virus, en particulier pour ceux atteints d'une des pathologies dites « à risque », c'est-à-dire qui constituent un facteur potentiellement aggravant en cas de contamination. Au-delà de la vulnérabilité de nombre d'entre eux vis-à-vis de l'infection elle-même, ils sont tous des usagers réguliers du système de soins qu'ils constatent soudainement inaccessible alors que leur maladie est toujours bien présente. Les conséquences de la crise sanitaire sur les malades chroniques sont multiples, parfois inattendues, et très délétères.

SOMMES-NOUS PRÊTS À LA GUERRE (SANITAIRE) ?

AUTONOMIE STRATÉGIQUE ET GÉOPOLITIQUE DE CRISE

Par Luc Pierron, co-coordonnateur du pôle santé de Terra Nova

Adoptant un discours délibérément martial, le président de la République se voulait, le 16 mars dernier, à la hauteur de l'enjeu : la lutte contre une pandémie mondiale, présentée comme imprévisible dans son évolution et ses conséquences. Déclarer la guerre, c'est faire à la fois corps et bloc face à l'épreuve, vœu et acte d'unité nationale. C'est faire appel à la mobilisation générale, contre un ennemi désigné quoique imperceptible à l'œil nu, redoutable parce qu'encore relativement méconnu. Mais, cette guerre, y sommes-nous prêts ? La crise actuelle tient à cet égard le rôle de révélateur, en mettant en lumière nos fragilités. Et notamment deux d'entre elles : fragilité de notre autonomie stratégique, quand notre indépendance sanitaire se voit bousculée par la propagation d'un virus identifié depuis de longues semaines 1 ; fragilité de notre situation géopolitique, quand notre peur de l'avenir nous amène à transposer des mesures présentées comme idéales, en faisant abstraction du réalisme qui irrigue les relations internationales.

REVENIR AU SAVOIR-FAIRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : ÉVITER QUE LES MALADES NE CONTAMINENT LEURS PROCHES

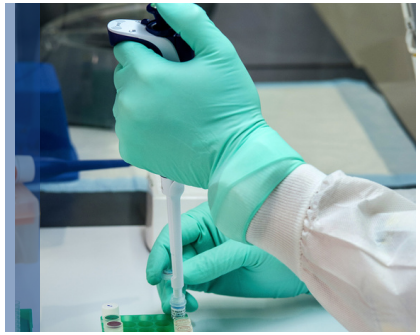
Par Mélanie Heard, enseignante-chercheuse au Centre de Recherches Interdisciplinaires, CRI et co-coordonnatrice du pôle santé de Terra Nova

Le confinement universel n'est pas une réponse entièrement satisfaisante : des formes de quarantaine centralisée pour des malades ne présentant pas de signes graves et pour leurs contacts qui risquent d'être contaminés sont utiles, pourvu que les mesures soient proportionnées. Les malades et leurs contacts seront-ils isolés de façon volontaire ? Dans quelles conditions le seront-ils, à domicile ou dans des hôtels, des gymnases, des espaces dédiés ? Des objectifs d'efficacité, d'équité et de protection de nos libertés doivent guider nos réflexions sur le sujet, comme l'analyse Mélanie Heard, enseignante-chercheuse au CRI et co-coordinatrice du pôle Santé de Terra Nova.

DU H1N1 AU COVID-19 : COMMENT LES SOCIÉTÉS DÉSAPRENNENT

Par Camille Schepp, haut-fonctionnaire

Du H1N1 au Covid-19, comment les sociétés désapprennent des pandémies ? Retour sur 17 ans de crises sanitaires dont les enseignements n'ont pas toujours été tirés avec Camille Schepp, haut fonctionnaire.



LA MOBILISATION DES CHERCHEURS

Par Olivier Schwartz, directeur du laboratoire Virus et Immunité de l'Institut Pasteur

Olivier Schwartz dirige le laboratoire Virus et Immunité de l'Institut Pasteur. Il était récemment directeur scientifique de l'Institut Pasteur. Auteur de plus de 180 publications, il est un spécialiste de la multiplication du VIH, de son interaction avec le système immunitaire et de la physiopathologie de l'infection. Ses recherches portent également sur d'autres virus pathogènes tels que le virus Zika, et plus récemment SARS-CoV-2. Terra Nova a réalisé avec lui un entretien autour de la mobilisation des chercheurs face à l'épidémie de coronavirus.

CORONAVIRUS : QUELS CHOIX DE POLITIQUE PUBLIQUE ?

Par Blanche Vu, experte en politiques de santé, et Martin Andler, mathématicien et coordinateur du Pôle Enseignement et Recherche de Terra Nova

Les choix politiques de gestion de la crise du coronavirus sont aujourd'hui commentés avec la paresse des évidences rétrospectives. Ce qu'il importe de comprendre, ce sont les alternatives qui se présentent devant nous dans la suite de la gestion de cette crise, afin de faire des choix partagés, parce que publiquement débattus. Le confinement général (à l'italienne) s'est imposé par défaut, pour préserver les capacités de réponse de notre système hospitalier dans la phase critique. Les suites de l'épidémie poseront d'autres questions, à partir de l'arrivée de tests massivement disponibles et la mise en place d'une nouvelle stratégie de santé publique (à la coréenne)

L'EUROPE DE LA SANTÉ N'EXISTE PAS ? SI, MAIS PEUT BEAUCOUP MIEUX FAIRE

Par Pénélope Debreu, co-coordonnatrice du pôle Europe de Terra Nova

Que fait l'Union européenne (UE) dans la crise du Covid-19 ? Les ratés sont indéniables, le manque de solidarité à l'égard de l'Italie et de l'Espagne génère le ressentiment de leurs populations, et les critiques vont bon train sur la supposée inaction européenne. Mais celles-ci visent rarement juste. On regrette que les stratégies ou mesures prises par les États pour protéger leurs populations soient apparues si divergentes, on ne voit pas assez les mesures de soutien économiques proprement européennes prises pour limiter l'impact socio-économiques de la crise sanitaire, on se focalise sur la seule question des Coronabonds et on oublie l'essentiel : l'UE n'a pas de compétences propres en matière de santé, et pourtant, tant bien que mal, elle se coordonne dans la gestion de la crise.

LA MÉDECINE DE VILLE FACE À L'ÉPIDÉMIE

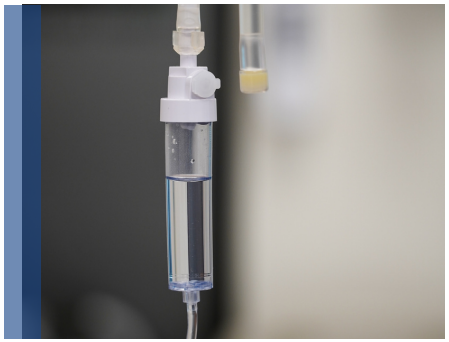
Par les docteurs Laure Dominjon, médecin généraliste en centre de santé dans le Val de Marne, Barbara Trailin, médecin généraliste en cabinet de groupe à la Chapelle d'Armentières (Nord), et Caroline Monteragioni, médecin généraliste en maison de santé pluriprofessionnelle à Nancy (Moselle), membres du syndicat ReAGJIR (Regroupement Autonome des Généralistes Jeunes Installés et Remplaçants)

Comment la crise sanitaire est vécue par les médecins généralistes et comment ont-ils perçu les débuts de l'épidémie de coronavirus ? Quel type de bouclier sanitaire ont-ils constitué ? Quelles conséquences de l'épidémie sur la relation médecin-patient et l'adaptation de la prévention et de la thérapeutique ? Terra Nova s'est entretenu avec trois médecins généralistes pour recueillir leurs témoignages, les docteurs Laure Dominjon, médecin généraliste en centre de santé dans le Val de Marne, Barbara Trailin, médecin généraliste en cabinet de groupe à la Chapelle d'Armentières (Nord), et le docteur Caroline Monteragioni, médecin généraliste en maison de santé pluriprofessionnelle à Nancy (Moselle), membres du syndicat ReAGJIR (Regroupement Autonome des Généralistes Jeunes Installés et Remplaçants).

UN 2E CONFINEMENT « ALLÉGÉ » : QUELLES JUSTIFICATIONS ?

Par Mélanie Heard, enseignante-chercheuse au Centre de Recherches Interdisciplinaires, (CRI) et coordonnatrice du pôle santé de Terra Nova

Les critiques à l'égard des caractéristiques « allégées » de ce reconfinement commencent à devenir tranchantes. A l'AP-HP, Gilles Pialoux, chef de service de maladies infectieuses à Tenon qui a livré un témoignage minutieux du vécu hospitalier du premier confinement, craint que l'on «paye très cher ce confinement trop léger» ; Djillali Annane, chef de service de réanimation à Garches et ancien conseiller spécial au cabinet de Marisol Touraine, exprime sa colère devant une stratégie de confinement qui n'est « pas adaptée à la situation, en particulier hospitalière » et « n'a malheureusement rien d'un confinement ». De son côté, William Dab, épidémiologiste et ancien directeur général de la santé entre 2003 et 2005, affirme que « le confinement allégé ne sera pas suffisant pour casser la courbe épidémique ». Même si le choix stratégique d'un confinement « aménagé » est fait de la même façon chez nos voisins européens, il reste légitime de l'interroger au vu des critiques croissantes : de quel arbitrage précisément s'agit-il ? Quels sont les arguments qui justifient ces aménagements ? Quels sont les modes de raisonnement que l'on peut prêter aux décideurs et que signifient-ils ?



VIVRE L'ÉPIDÉMIE AVEC UNE MALADIE CHRONIQUE

Par membres de l'association Renaloo (association de patients, maladies rénales, greffe, dialyse), Christian Baudelot, Yvanie Caillé et Magali Léo

La pandémie révèle et exacerbe les vulnérabilités, notamment celles des personnes qui vivent et composent avec certaines maladies chroniques et des traitements lourds. Le contexte conduit ces milliers de femmes et d'hommes à supporter un fardeau supplémentaire, les contraignant tout à la fois à se déclarer en tant que telles, à s'isoler et à s'exposer à des risques d'exclusion ou d'ostracisme.

VACCIN COVID : RÉINVENTER LA TRANSPARENCE

Par Mélanie Heard, enseignante-chercheuse au Centre de Recherches Interdisciplinaires (CRI) et coordonnatrice du pôle santé de Terra Nova, François Bourdillon, médecin spécialiste de santé publique, ancien directeur général de Santé publique France, Gilles Pialoux, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Tenon, vice-président de la Société Française de Lutte contre le Sida, et Patrick Zylberman, historien de la santé, professeur émérite à l'École des hautes études de santé publique

Pour que l'arrivée de la vaccination anti-Covid soit véritablement le tournant que chacun attend dans la gestion de l'épidémie, la mise à disposition d'un vaccin efficace et sûr en termes de tolérance et d'acceptabilité est une condition absoulment nécessaire, mais elle ne suffira pas. La vaccination ne produira son effet que si l'immunité collective recherchée, qui associe la part de la population immunisée naturellement (évaluée actuellement en France à 10 %, soit 5 % par vague) et celle qui bénéficiera d'une immunité induite par un vaccin, atteint un niveau estimé entre 60 et 80%. Or les intentions déclarées aujourd'hui par les Français, de même que les taux de vaccination très insuffisants en France dans certaines vaccinations non obligatoires (hépatite B, papillomavirus, grippe...) rendent un tel horizon très incertain. Comment réinventer la transparence ?

ÉCONOMIE

LE TISSU INDUSTRIEL FRANÇAIS FACE AU COVID-19 "STOP AND GO" OU "STOP AND DIE"

Par Thibaud Frossard, coordinateur du pôle industrie & chiffrage de Terra Nova et Clément Jakymiw, ingénieur des Mines, expert en politique industrielle à Terra Nova

Le tissu industriel français s'est trouvé fragilisé avant même la croissance exponentielle du Covid-19 en Europe, par les répercussions des chocs sur l'offre et la demande subis par l'économie chinoise entre janvier et février 2020. Face à des chaînes d'approvisionnement de plus en plus exposées à la Chine, certains secteurs étaient en conséquence dès le début du mois de mars, en situation de quasi-rupture d'offre. Le développement de la pandémie en Italie, puis en France, et l'annonce des mesures de confinement ont définitivement placé la grande majorité des industriels français face à un double choc d'offre et de demande. Le délitement progressif des chaînes d'approvisionnement et la difficile adaptation des unités de production à une situation de crise sanitaire, ont conduit en cascade le tissu industriel français à un quasi-arrêt (stop).

LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE VA-T-ELLE RÉUSSIR ?

Par Jean Pisani-Ferry, économiste

Frappés par la même crise sanitaire, les gouvernements réagissent de manière remarquablement proche aux difficultés économiques qui en découlent. D'une ampleur inhabituelle, les mesures publiques cherchent à protéger l'activité et les salariés, pour permettre une sortie de crise rapide. Mais les dégâts seront inévitablement nombreux.

TPE ET PME : UN PLAN DE SORTIE DE CRISE

Par Michel Guilbaud, ancien directeur général du Medef, associé fondateur du cabinet Batout Guilbaud

Les premières victimes d'une crise économique sont généralement les TPE-PME. La crise de 2009 avait ainsi conduit au nombre élevé de plus de 60 000 défaillances d'entreprises. Mais le tissu des TPE-PME est hétérogène, et la crise révèle plus encore aujourd'hui l'immense diversité des entrepreneurs et entreprises, selon leur secteur d'activité, leur taille, leurs donneurs d'ordre, leur chaîne de valeur. Après les mesures d'urgence devra être engagée une politique de relance, qui prenne en compte cette diversité et qui s'appuie sur la grande capacité de résilience et de réactivité des PME, afin de préserver tout le potentiel de notre appareil productif.

POUR UN FINANCEMENT EUROPÉEN DE LA CRISE. CONTRE LES CHOCS RÉCESSIFS VIOLENTS, DES OBLIGATIONS INDEXÉES SUR LE PIB

Par Djellil Bouzidi, coordinateur du pôle économie de Terra Nova et Bruno Cabrillac, enseignant à Sciences Po Paris

La crise économique engendrée par la pandémie de Covid 19, une décennie à peine après la grande crise financière, est une piqûre de rappel de l'existence de risques extrêmes endogènes et exogènes pour l'économie mondiale. Si les réponses à la crise des grandes économies développées ont été fortes et si le policy mix a d'emblée été plus équilibré que lors de la crise de 2008/09, la coordination tant au niveau international qu'européen n'est pas encore à la hauteur des enjeux. Avec la réouverture des négociations dans l'Eurogroupe pour arriver à un accord sur l'épineuse question du financement de la crise, nous faisons plusieurs propositions dans cette note, pour y parvenir, via l'indexation des obligations sur le PIB dans la zone euro.

ASSURANCE ET PANDÉMIE

Par André Renaudin, directeur général d'AG2R LA MONDIALE, qui s'exprime ici à titre personnel

La guerre étant une affaire d'État, et selon une pente naturelle en France même en temps de paix, c'est vers l'État que tous les regards et toutes les attentes se tournent dans cette nouvelle guerre sanitaire : gouvernement au premier chef, agences de l'État, en matière de santé principalement, opérateurs publics, hôpitaux et services d'urgences – Samu et sapeurs-pompiers – sur le front, organismes de Sécurité sociale ou assurance-chômage pour les prises en charge, etc. L'argent étant le nerf de la guerre, l'État peut compter, pour le moment, sur la Banque centrale européenne, qui accepte, presque sans limite, de racheter les obligations émises, ainsi que sur la Commission européenne, qui a suspendu temporairement les contraintes maastrichtiennes sur la dette et le déficit. S'agissant des victimes et des dommages de guerre, assureurs, groupes de protection sociale, institutions de prévoyance et mutuelles sont, eux aussi, impliqués dans la chaîne d'indemnisations et interpellés bien au-delà de leurs engagements contractuels. Quel est leur rôle dans cette crise ? Quelles réponses sont-ils en mesure d'apporter ? Quelles leçons pourront-ils en tirer ?

DES ANNULATIONS DE DETTE PUBLIQUE PAR LA BCE : LANÇONS LE DÉBAT

Par Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Nanterre et Baptiste Bridonneau, doctorant à l'université Paris Nanterre

Dans une précédente note, nous avions avancé quelques propositions pour que la gestion de la crise sanitaire n'enterre pas l'impératif de reconversion écologique de nos économies, que l'urgence de court-terme n'anéantisse pas la volonté de préserver une planète vivable pour l'espèce humaine à plus long terme. L'une des mesures envisagées, l'annulation de dettes publiques par la BCE, conditionnée à des investissements dans la transition écologique, peut paraître iconoclaste tant les questions relatives à la monnaie semblent parfois relever de la croyance religieuse, et tant le dogme de la non-monétisation des déficits publics par la banque centrale est ancré.

QUELS EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE SUR LE MARCHÉ IMMOBILIER ET SUR LA POLITIQUE DU LOGEMENT ?

Par Sabine Baïetto-Beysson, inspectrice générale honoraire de l'administration du développement durable, préside actuellement l'Observatoire des Loyers de l'agglomération parisienne et l'Observatoire régional du foncier d'île-de-France

« On croit difficilement au fléau quand il nous tombe sur la tête » : cette phrase de Camus a été beaucoup citée dès le début de la crise sanitaire que nous vivons, elle l'est désormais tout autant à propos de la crise économique, dont nous sommes loin de mesurer l'ensemble des effets. En sera-t-il de même pour le secteur du logement ? Sera-t-il à l'abri des turbulences (la pierre étant la valeur refuge), ou, au contraire, verra-t-on se manifester des tensions accrues ? Et quelles peuvent être les réponses des pouvoirs publics ? L'ambition de l'analyse de Sabine Baïetto-Beysson pour Terra Nova, qui préside actuellement l'Observatoire des Loyers de l'agglomération parisienne et l'observatoire régional du foncier d'île-de-France, n'est pas de tenter une prédiction chiffrée des conséquences de la crise sanitaire sur l'immobilier. Elle cherche plus précisément à en recenser les effets ainsi qu'à tracer les voies possibles et souhaitables de politiques publiques du logement post-Covid-19.

LA RÉVOLUTION DU TRAVAIL À DISTANCE : L'ENQUÊTE "#MONTRAVAILÀDISTANCE, JENPARLE"

Par Thierry Pech, directeur général de Terra Nova et Martin Richer, responsable du pôle Entreprise, Travail & Emploi de Terra Nova

Terra Nova s'est associé à l'initiative « #Montravailàdistance, Jenparle ! », lancée par Res publica avec plusieurs partenaires (la CFDT, Metis Europe, Management & RSE et Liaisons sociales magazine), afin de mieux comprendre les transformations du travail qui s'accélèrent dans cette période si particulière. Nous avons notamment voulu cerner la façon dont le choc du « travail confiné » est vécu par les salariés, les managers et les entreprises, lorsque 8 millions de personnes sont soudainement converties au télétravail. « #Montravailàdistance, Jenparle ! » est une initiative collaborative : elle appelle la participation et l'initiative des collaborateurs. La note de Terra Nova est étayée par les données quantitatives issues du questionnaire proposé par la plateforme. Un travail plus approfondi suivra, utilisant les données qualitatives fondées sur les contributions, les propositions et des débats entretenus sur la plateforme. Pour mieux identifier les types de difficultés rencontrées par certains salariés, mais aussi les gains pour d'autres, durant cette période inédite. Elle contribuera aussi à accélérer la transition managériale, pour inciter les managers à repenser leur valeur ajoutée et l'exercice de leur fonction.

LA PYRAMIDE INVERSÉE POUR RELANCER L'ÉCONOMIE DE LA CULTURE

Par Françoise Benhamou, économiste, professeur à l'université Sorbonne Paris Nord, membre du Cercle des Economistes et Victor Ginsburgh, European Center for Advanced Research in Economics and Statistics (ECARES), Université libre de Bruxelles

La crise sanitaire est inédite : une offre paralysée par la fermeture, complète ou partielle, passagère ou durable, de la production et de la distribution. Toute l'architecture des secteurs culturels s'est retournée : éditer ou produire sans être diffusé, répéter et jouer sans public, gardienner des salles de musées sans rencontrer de visiteurs, faire du virtuel l'unique moyen de conserver une audience… La fermeture des systèmes de distribution et de diffusion a conduit des films, des livres, des concerts et des spectacles à perdre leurs fenêtres d'exploitation. Les acteurs installés sont garantis de l'essentiel : une survie qui sera soutenue par les finances publiques et les collectivités territoriales. Parfois, comme en Allemagne, des crédits considérables sont dégagés. On peut s'en réjouir. L'enjeu est celui de la sortie de crise, de l'élaboration de plans de relance dans l'espoir incertain du retour à ce qui existait. L'analyse de Françoise Benhamou et de Victor Ginsburgh pour Terra Nova, économistes spécialisés dans l'économie de la culture.

RÉUSSIR LA REPRISE DÈS LE TROISIÈME TRIMESTRE

Par Les Gracques

Faillites, pertes d'emplois, difficultés à reprendre les processus de fabrication, allongement des délais de paiement et épargne de précaution sont autant d'écueils à surmonter dans les semaines qui viennent. La dimension psychologique jouera un rôle majeur, tant pour inciter à la reprise du travail que pour encourager l'investissement et la consommation, à un moment où le premier réflexe serait plutôt celui de l'attentisme. La question stratégique qui se pose alors pour les décideurs publics est celle de la gestion du temps : en raison de toutes les contraintes et des incertitudes pesant sur le déconfinement, doit-on attendre la rentrée de septembre pour stimuler l'économie ? Ou bien faut-il pousser dès le 11 mai les feux de mesures favorables à la croissance ? Pour les Gracques, le choix d'une stimulation rapide s'impose, avec l'objectif clé de prolonger la dynamique initiale de sortie de confinement. Car le troisième trimestre sera décisif et sa préparation doit mobiliser toutes les énergies.

PRÊTS GARANTIS PAR L'ETAT : SORTIR DU PIÈGE DE L'URGENCE

Par Guillaume Hannezo, professeur associé à l'Ecole Normale Supérieure

La crise liée au confinement de l'économie a nécessité de la part des pouvoirs publics des mesures d'une nature très différente de ce qui a été expérimenté dans les crises précédentes. Pour faire face à cette situation exceptionnelle, les pouvoirs publics ont mis en place, de manière très rapide, un instrument déjà expérimenté pendant la crise financière, la garantie de l'Etat, qui passe par les banques. Le prêt garanti par l'Etat (PGE) consiste donc à assurer aux banques, pour les nouveaux prêts éligibles qu'elles consentent jusqu'à la fin de l'année aux entreprises ayant besoin de sécuriser leur trésorerie pendant la crise, une garantie de 90% de l'Etat en cas de défaillance de l'emprunteur (ou 70 à 90% pour les prêts les plus importants). Comme ces prêts ont vocation à durer six ans, l'enjeu est considérable à la fois pour les finances publiques et pour les fonds propres et les capacités d'investissement des entreprises. Or, ces instruments ont été élaborés dans l'urgence, sans avoir le temps de se poser les questions techniques qui sont normalement abordées dans la rédaction d'un contrat de prêt.

RÉPONDRE À UNE CRISE DE SOLVABILITÉ SANS HYPOTHÉQUER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Par Simon Matet, coordonnateur du pôle data de Terra Nova

La pandémie actuelle de Covid-19 est devenue en l'espace de quelques semaines une des plus profondes crises depuis la Grande Dépression et la Seconde Guerre Mondiale. Au-delà des mesures en liquidité d'ores et déjà en place, un ambitieux plan de soutien et de relance sera déterminant pour permettre un rebond rapide de l'économie. Tout plan de relance porte le risque de relancer notre économie dans la mauvaise direction, ou vers le statu quo, en utilisant des moyens publics limités dont nous avons, d'ores et déjà, urgemment besoin pour accompagner la transition écologique de notre économie. En effet, les marges de manœuvre de l'Etat ne seront pas les mêmes avec une dette publique à 115% du PIB. Or une stratégie de soutien en fonds propres s'inscrit, par définition, dans une démarche de moyen terme et immobilisera durablement des ressources alors que la transition écologique se joue aujourd'hui. Il est donc indispensable de concilier transition écologique, stratégie de solvabilité et relance de moyen terme, sans quoi le climat sera la grande victime politique de la crise actuelle.

LA POLITIQUE DU LOGEMENT AU SECOURS DE LA REPRISE ?

Par Bernard Coloos, docteur en économie - ancien directeur des affaires économiques et financières de la FFB (Fédération Française du Bâtiment), et Bernard Vorms, économiste expert des questions de logement, ancien directeur de l'ANIL (l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement)

L'ampleur de la crise, qui touche tous les pays et tous les domaines d'activité, rend hasardeuse l'approche isolée d'un seul secteur lorsqu'il s'agit d'envisager les conditions de la reprise de son activité, la contribution qu'il peut apporter à la reprise générale, a fortiori son propre renouvellement. Le caractère inédit de cette hibernation volontaire, qui touche l'économie réelle et non la seule sphère financière, interdit de prendre appui sur des expériences passées pour faire des prévisions. Il faut pourtant tenter de le faire, alors même que pour le secteur du logement, la crise du coronavirus ne révèle rien que l'on ne sache déjà.

L'HÉRITAGE INCERTAIN DE LA PANDÉMIE

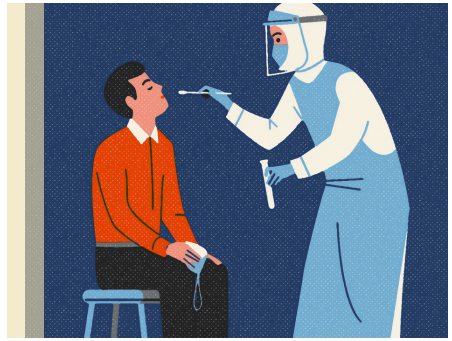
Par Jean Pisani-Ferry, économiste

Que nous apprend la crise du Covid-19 sur le rôle de l'État ? Quelles leçons durables nos sociétés en tireront-elles ? Dans les affres de la crise, un consensus a émergé sur les priorités du moment. Mais, qu'en restera-t-il après la phase aiguë de la crise ? Voici quatre leçons à retenir sur la valeur sociale des professions, l'action publique, le rôle des marchés et la mondialisation.

LA RÉPONSE À LA PANDÉMIE, ACTE 2

Par Jean Pisani-Ferry, économiste

Dans la nouvelle phase de la crise pandémique, l'attention se tourne vers le rythme et l'ampleur de la reprise. Que doit faire la puissance publique pour conforter l'activité et contenir les principaux dommages économiques et sociaux ?



LES ÉTATS FACE AU TEST DE LA PANDÉMIE

Par Jean Pisani-Ferry, économiste

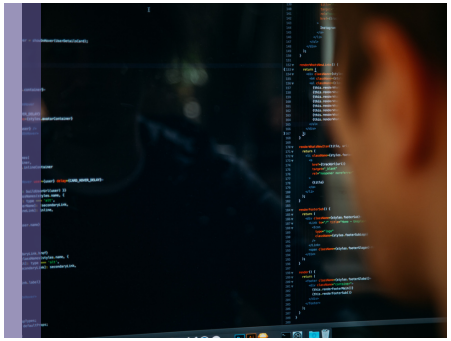
La gestion de la crise sanitaire a été moins efficace en Europe et aux Etats-Unis qu'en Asie. En ce qui concerne la comparaison des mesures économiques prises pour limiter la crise, quelles leçons peut-on tirer des différences entre décisions européennes et américaines ?

ACTION PUBLIQUE

QUELLE RÉPONSE NUMÉRIQUE À LA CRISE DU COVID-19 ?

Par Mathis Cohen, coordinateur du pôle numérique de Terra Nova et Simon Matet

Alors que le Gouvernement s'est exprimé à deux reprises la semaine du 30 mars sur la question des applications de "tracking", d'abord par la voix de son Secrétaire d'Etat au Numérique puis par celle du Premier Ministre, la pression de l'opinion publique semble augmenter pour leur mise en place. En effet, après un article dans le journal Science visant à démontrer l'efficacité du tracking, des chercheurs de l'université d'Oxford ont commandité un sondage selon lequel 80% des personnes interrogées seraient prêtes à utiliser une telle application. Si le confinement doit être levé progressivement avant l'enrayement de l'épidémie, ces outils peuvent être précieux. L'adoption d'une telle application par 25% des Français pourrait permettre d'éviter jusqu'à plus de la moitié des cas et des décès comme nous l'avons calculé. Mais de quoi parle-t-on par application de tracking ? Faut-il les mettre en place dans le cadre de la sortie de crise ? A quelles conditions peuvent-elles être efficace ? Comment le faire de façon respectueuse de notre état de droit ? Cette note de Terra Nova offre une réponse à toutes ces questions et propose une utilisation raisonnée du numérique dans la lutte contre le COVID-19.



FAUT-IL RECOURIR AU NUMÉRIQUE POUR FACILITER LA SORTIE DU CONFINEMENT ?

Par Mélanie Heard, enseignante-chercheuse au Centre de Recherches Interdisciplinaires, (CRI) et co-coordonnatrice du pôle santé de Terra Nova

Le 1er avril, le Premier ministre lors de son audition devant la mission d'information de l'Assemblée nationale a confirmé que le traçage des données numériques « pourrait peut-être » figurer comme une « question encore ouverte » à l'agenda stratégique du Gouvernement, avec des outils pour suivre le déplacement des malades du coronavirus. Si cette entrée paraît naturelle s'agissant d'un secteur où la conquête des droits est une ligne de force puissante, les termes de ce débat méritent d'être clarifiés et plusieurs critères de jugement peuvent nous y aider. Quels sont les enjeux majeurs à étudier pour qu'ils fonctionnent ? Comment l'adhésion volontaire des individus au "tracking" fera la différence, et quelles hypothèses retient-on pour qu'elle soit efficace ? Quelle réactivité peut-on attendre du système de traçage des contacts, selon qu'il est manuel ou bien adossé au traitement de données numériques ? Quels sont les enseignements que l'on peut attendre, en situation d'urgence sanitaire, d'une production d'informations en temps réel, pour les individus et pour les autorités ?

UN BALCON EN FORÊT 2020 : ESSAI COMPARATIF SUR L'ÉPIDÉMIE DE COVID

Par Paul-André Rosental, directeur de la recherche au Centre d'Histoire de Sciences Po (CHSP) et directeur du groupe ESOPP (études sociales et politiques des populations, de la protection sociale et de la santé)

Depuis le début de l'épidémie, des nombreuses comparaisons sont faites d'un pays à l'autre, le plus souvent à partir d'un indicateur de mortalité. La présente étude propose un classement plus sophistiqué en expliquant quelle comparaison est possible entre des pays très différents. Il faut tenir compte notamment des écarts de densité et de concentration de la population, de la structure d'âge des populations et de l'intensité des flux de circulation sur le territoire. Un pays ouvert sur le monde, dense, dont la population est plutôt plus âgée et concentrée dans quelques métropoles, est à l'évidence plus exposé aux ravages du virus qu'un pays moins connecté aux échanges, peu dense, plus jeune et sans grande métropole. L'examen minutieux des données à partir de ces critères pour 24 pays (dont la France) par l'historien des populations Paul-André Rosental pour Terra Nova permet de les placer sur un pied de comparaison stable. La hiérarchie des résultats présente plusieurs surprises. Sur la base d'un indicateur de mortalité ainsi corrigé, l'étude tente ensuite d'évaluer les politiques publiques mises en place pour faire face à la crise dans ces différents pays.

LA SOLIDARITÉ À L'ÉPREUVE DE LA COOPÉRATION TERRITORIALE

Par Matthieu Angotti, ancien responsable associatif et institutionnel, accompagne aujourd'hui les organisations sanitaires et sociales au sein du cabinet Kaeros

Avril 2020, la France entière est confinée. On retient son souffle dans l'attente du reflux de la pandémie. On remercie les personnels médicaux, qui prennent soin de leurs concitoyens au péril de leur vie. Et on regarde du côté des publics fragiles, supposant à juste titre qu'ils subissent plus encore que les autres les effets de la crise, effets sanitaires, sociaux ou économiques. On s'inquiète pour les personnes âgées : une réserve civique est créée, pour leur passer des coups de fil et pallier l'absence des services à domicile ; l'association « Les Petits Frères des Pauvres », qui intervient auprès des seniors isolés, témoigne d'un afflux sans précédent de bénévoles. On s'inquiète pour les personnes handicapées, pour les familles à la rue, pour les enfants placés, pour les femmes victimes de violence, pour les personnes en souffrance psychique, pour les habitants des quartiers sensibles. La liste pourrait s'allonger : l'esprit de fraternité est manifeste.

VIVRE AVEC LA CRISE : QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LES POLITIQUES TERRITORIALES ?

Par Daniel Behar , Sacha Czertok, Xavier Desjardins, Philippe Estebe, Mathilde Marchand, Jules Peter Jan et Martin Vanier, coopérative Acadie, collectif de consultants chercheurs dans le domaine des politiques territoriales

La triple crise que nous traversons (sanitaire, sociale, économique) est la plus spectaculaire (pour l'instant) d'une série qui, sans aucun doute, n'est pas près de s'arrêter. Il paraît en effet difficilement imaginable que nous ne soyons pas entrés dans un cycle de longue durée qui, aux crises cycliques du capitalisme ajoutent des épidémies de diverses natures et des crises environnementales, conséquences de la rencontre entre des épisodes parfois extrêmes et nos nouvelles vulnérabilités. Si l'on accepte cette perspective, c'est bien la fin des lendemains qui chantent ou d'une certaine conception du progrès. C'est là que la situation d'urgence sanitaire et économique rejoint la question climatique et environnementale : la question de l'adaptation de nos sociétés à un état d'instabilité ponctué d'épisodes extrêmes devient centrale pour toutes les activités humaines, alors que nous étions habitués à considérer les temps de crise comme « un mauvais moment à passer »

CONFIANCE ET CONSENTEMENT SONT AU CŒUR DE LA MAÎTRISE DU CORONAVIRUS

Par Sebastian Roché, sociologue, directeur de recherche au CNRS

L'action contre le coronavirus cherche une voie, un équilibre entre saturation de l'appareil de santé et nombre de morts, d'une part, et coût économique du confinement pour la collectivité et pour l'État, d'autre part. Chaque pays a modulé sa réponse en fonction de ces deux contraintes, et la France, après avoir tergiversé, s'est engagée dans un confinement ferme. Sebastian Roché défend ici que l'acceptabilité de la contrainte – à commencer par le consentement au confinement mais aussi aux règles de déconfinement – est la condition d'une sortie de la crise. L'efficacité de cette stratégie de confinement, tout comme de son corollaire, le déconfinement, et les reconfinements partiels possibles pour faire face à des phases ultérieures de contamination, repose sur la confiance dans les institutions. Or celle-ci est gravement entamée. Le risque existe qu'un cercle vicieux s'enclenche : le gouvernement réduit d'autant plus les libertés et sanctionne d'autant plus les manquements aux règles qu'il ne fait pas confiance aux citoyens, et, dans le même temps, plus la défiance dans le gouvernement croît dans la population, plus le pouvoir est tenté par une approche disciplinaire. Comment en sortir ?

FAIRE FACE AUX ÉVÉNEMENTS EXTRÊMES : LE PRIX DE LA RÉSILIENCE

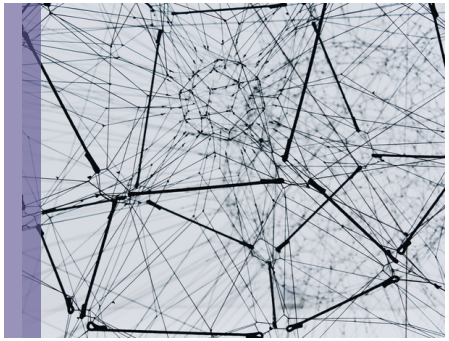
Par Antoine Guillou, coordinateur du pôle énergie et climat et Simon Matet, coordinateur du pôle data de Terra Nova

L'épidémie de Covid-19 a soulevé avec une actualité brûlante la question de la mondialisation et de la fragilité des filières stratégiques, entendues ici comme celles permettant d'approvisionner notre pays en produits vitaux : masques, respirateurs, gels hydroalcooliques, etc. Il est soudainement apparu que la France, et l'Europe plus généralement, ne disposaient pas de stocks suffisants, mais également qu'elles ne pouvaient mobiliser que de trop faibles capacités pour produire des biens vitaux en quantité suffisante et dans des délais satisfaisants en cas de pandémie, y compris pour certains produits à faible contenu technologique. Un débat a également émergé sur le caractère suffisant ou non des capacités des services de réanimation (nombre de lits, personnels...) en France, en comparaison avec d'autres pays. Si l'on peut débattre des responsabilités de chacun dans la préparation du pays à la crise sanitaire, cette situation témoigne dans tous les cas d'un déficit de débat démocratique, transparent et ouvert sur les événements rares mais ayant des conséquences de très grande ampleur, tel que celui que nous vivons actuellement, ainsi que sur les choix collectifs permettant de s'y préparer et de gérer les risques extrêmes.

UN ÉTÉ EN PLEIN AIR : UNE RÉPONSE ÉDUCATIVE ET SOCIALE AU DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Par Martin Andler, coordinateur du pôle Recherche et Enseignement supérieur de Terra Nova,
Céline Danion, co-coordinatrice du pôle Culture de Terra Nova,
Jules Donzelot, chercheur associé au Centre Emile Durkheim (UMR 5116),
François Gaudel, professeur honoraire de mathématiques, président de l'association "Science ouverte",
Marc- Olivier Padis, directeur des études de Terra Nova

Pour répondre au "décrochage scolaire", il faut permettre aux jeunes d'exprimer ce qu'ils ont vécu pendant l'expérience du confinement et redonner du sens au cursus scolaire. Si 5% des 12 millions d'élèves que compte la France ont été « perdus » pendant ce confinement, il s'agirait de 600 000 élèves à « retrouver ». Comment faire ?



RESPONSABILITÉS ET CONTRAINTES DU DÉCONFINEMENT. COMMENT ADAPTER NOTRE DISPOSITIF DE SUIVI DE L'ÉPIDÉMIE ?

Par Mélanie Heard, enseignante-chercheuse au Centre de Recherches Interdisciplinaires, (CRI) et co-coordonnatrice du pôle santé de Terra Nova

La surveillance épidémiologique repose par nature sur la collecte, le traitement et l'interprétation de données particulièrement sensibles – les données personnelles de santé. Si elle concourt au bien commun et à la protection de la santé publique de façon décisive, la surveillance épidémiologique est donc aussi une activité sensible du point de vue des droits individuels ; les principes du respect de la vie privée, du secret médical, de la confidentialité des données, du consentement à leur traitement, bordent nécessairement les procédures de collecte et de traitement qui sont élaborées par les autorités.

RÉPONDRE AU DÉFI, RELANCER NOS ÉCONOMIES ET RÉINVENTER NOS ORGANISATIONS : LES INFRASTRUCTURES ET LES SERVICES ESSENTIELS FACE AU DÉFI DU CORONAVIRUS

Par Vincent Levita, fondateur et président, InfraVia Capital Partners

La pandémie qui frappe la France nous démontre que la solidité et la résilience de la nation repose aussi sur ses infrastructures. Les infrastructures de santé bien sûr. Mais aussi les infrastructures dédiées à la fourniture d'énergie, à la collecte et au traitement des déchets, à l''adduction et au traitement des eaux qui assurent la continuité de services essentiels pour tous. Les infrastructures numériques également qui ont permis à beaucoup de Français de télétravailler et à des centaines de milliers d'élèves de continuer à apprendre. Enfin, les infrastructures de transport et de distribution qui ont permis d'éviter des pénuries graves et durables. Ce tissu d'infrastructures représente le niveau de préparation de la nation et va de pair avec l'acceptation d'un coût de type assurantiel. Tout le monde accepte facilement l'idée que les infrastructures des secteurs de l'énergie et des télécoms soient dimensionnées pour faire face aux pointes de consommation, ainsi que le surcoût qui en résulte.

CONVAINCRE TOUT LE MONDE PLUTÔT QUE CONTRAINDRE CERTAINS : UN CHOIX POLITIQUE TACITE QU'IL EST TEMPS DE QUESTIONNER

Par Mélanie Heard, enseignante-chercheuse au Centre de Recherches Interdisciplinaires, (CRI) et co-coordonnatrice du pôle santé de Terra Nova

L'intervention du Président de la République mercredi 14 octobre a initié une nouvelle stratégie de lutte contre l'épidémie de Covid-19. Constatant la montée des contaminations malgré la mise en œuvre de la lutte en trois temps recommandée par l'OMS - tester, tracer, isoler –, le Président a annoncé une nouvelle trilogie : « tester, alerter, protéger ». La séquence n'est pas tout à fait équivalente, dans la mesure où la nouvelle série de verbes décrit une politique d'ensemble plus qu'un processus strictement sanitaire. Assumant le choix de la contrainte supplémentaire imposée par le couvre-feu aux habitants des métropoles concernées, le Président a fait appel à la responsabilité de chacun pour expliquer la nouvelle combinaison de contrôles et de recommandations (télétravail, gestes barrières, limite de 6…). La nouvelle stratégie ainsi annoncée trouve-t-elle le bon équilibre entre la contrainte et la responsabilité ?

TROIS RECOMMANDATIONS D'ACTIONS POUR LUTTER CONTRE L'HÉSITATION VACCINALE

Par Coralie Chevallier (INSERM, ENS), Anne-Sophie Hacquin, ingénieure d'études au Laboratoire de neurosciences cognitives et computationnelles (Inserm) et Hugo Mercier (CNRS, ENS)

Des efforts de recherche et de développement sans précédent, combinés aux récentes avancées technologiques, ont permis aux chercheurs de se rapprocher d'un vaccin efficace contre le Covid-19 en un temps record et la promesse de disposer d'un vaccin dans les prochains mois est de plus en plus crédible. Mais pour que le vaccin constitue un véritable tournant dans l'épidémie, la couverture vaccinale doit être suffisamment élevée. Il est essentiel d'identifier les obstacles à la vaccination et d'élaborer une stratégie qui maximise la participation. Terra Nova fait ici plusieurs recommandations qui doivent faire l'objet de recherches et d'une attention gouvernementale urgentes.

ÉCOLOGIE

CRISE ÉCOLOGIQUE ET CRISE SANITAIRE

Par Thierry Pech, directeur général de Terra Nova

Passés le temps de la stupéfaction et le long effort d'accommodation du regard à une crise sanitaire inédite, le temps de la réflexion et de l'intelligence collective doit reprendre ses droits. Non pour dominer les événements de toute la hauteur d'analyses définitives – qui le pourrait ? – mais pour s'efforcer de mettre en partage les réflexions, observations, témoignages et questionnements que suscitent, chez chacun d'entre nous, les développements de l'épidémie et les multiples conséquences qu'elle aura aussi bien à court qu'à moyen et long terme. C'est ce que propose Terra Nova aujourd'hui et dans les semaines qui viennent en ouvrant ses pages et son site à de multiples contributions libres d'experts, d'acteurs, de témoins...

CRISE ÉCONOMIQUE ET ÉCOLOGIQUE : OSONS DES DÉCISIONS DE RUPTURE

Par Laurence Scialom, professeure à l'université Paris Nanterre et Baptiste Bridonneau, doctorant à l'université Paris Nanterre

Dans son discours du 12 mars dernier, le président de la République déclarait : « Mes chers compatriotes, il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour, interroger les faiblesses de nos démocraties [...] Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture. ». Nous proposons dans cette note de prendre le Président au mot et suggérons quelques « décisions de rupture » pour la sortie de crise.

LES FORMES DE L'EXPERTISE EXPRIMENT DES RAPPORTS DIFFÉRENTS À LA NATURE

Par Frédéric Keck, anthropologue et directeur au laboratoire d'anthropologie sociale (CNRS)

Si l'on veut réfléchir aux modalités d'articulation de la crise sanitaire du Covid-19 avec la catastrophe écologique en cours depuis une quarantaine d'années, on peut faire travailler ensemble spécialistes de la santé publique et spécialistes des sciences sociales et environnementales ; mais on peut aussi décrire comment les différents savoirs mobilisés dans la gestion d'une crise sanitaire engagent des rapports différents à la nature et aux événements qui l'affectent.

CO-BÉNÉFICES ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES DE L'ACTION PUBLIQUE : "IT'S (ALSO) THE ECONOMY, STUPID !"

Par Patrice Geoffron, économiste, Université Paris-Dauphine, Paris Sciences et Lettres (PSL), Institut de l'Economie pour le climat (I4CE) et Benoît Leguet, économiste, directeur général de Institut de l'Economie pour le climat (I4CE)

La tentation pourrait être forte, au moment d'élaborer et de mettre en œuvre la sortie de crise sanitaire, de privilégier la prise en compte des effets économiques directement observables, sans autre considération, comme ce fut le cas après la crise de 2008. Or elle devrait être soumise à un cahier des charges élargi qui valorise les « co-bénéfices » économiques-environnementaux-sanitaires de l'action publique. Ceux-ci peuvent produire des effets économiques directs, de la création d'emplois à la réduction de la pollution de l'air par exemple, si chaque euro est investi intelligemment. C'est ce que proposent Terra Nova et I4CE (l'Institut de l'économie pour le climat) dans cette note, qui détaille la valeur ajoutée de cette stratégie dans le plan de relance qui vient. Le débat collectif sur le Green Deal est aussi plus encore qu'avant la pandémie, crucial pour l'Union européenne. Et, si la France veut concourir à rehausser les ambitions de ce pacte, elle devra faire la preuve de sa cohérence, en élaborant une stratégie nationale optimisant ces co-bénéfices.

LA BIODIVERSITÉ DANS LES CRISES SANITAIRES, CLIMATIQUES ET SOCIÉTALES

Par Philippe Clergeau, professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle et animateur du Groupe sur l'Urbanisme Écologique (Sorbonne Université/ITE)

Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme depuis de nombreuses années sur l'impact de la dégradation de notre environnement et sur la disparition des habitats et des espèces. Il y a une trentaine d'années, un des arguments majeurs qui était avancé pour protéger les grandes forêts tropicales et la biodiversité qui y était associé, c'était les potentialités pharmacologiques qu'elles pouvaient receler et le rôle de poumons verts de la planète qu'elles pouvaient jouer. Puis vint le temps où cette biodiversité a pris plus sens dans notre environnement proche et où on a mesuré les services que rendaient les écosystèmes plus ou moins naturels qui nous entouraient. Ainsi, un large groupe d'experts rassemblé par l'ONU au début des années 2000 a reconnu que la nature était indispensable au bien-être de nos sociétés à travers les services écologiques que cette nature rend à l'Homme : services de production (matériaux de construction, habillement, alimentation…), de régulation (des pollutions, des inondations, des maladies…) et les services culturels (loisirs, ambiance, éducation…).

L'ACTION CLIMATIQUE APRÈS LA CRISE DU COVID-19 : ENCORE PLUS NÉCESSAIRE, ENCORE PLUS DIFFICILE

Par Jean Pisani-Ferry, économiste

Des ménages appauvris par la crise et inquiets pour leur santé entendront-ils les arguments en faveur d'une économie plus verte ? Il faudra tenir compte du calendrier politique pour faire entendre des arguments solides en faveur d'une croissance décarbonée. L'analyse de l'économiste Jean Pisani-Ferry pour Terra Nova.

NOUS SOMMES ENTRÉS DANS UN RÉGIME D'INSTABILITÉ CHRONIQUE

Par Thierry Pech, directeur général de Terra Nova

Nous sommes entrés dans un régime d'instabilité chronique où l'extraordinaire sera sans doute de moins en moins extraordinaire. C'est ce que suggère un rapide examen des statistiques décrivant la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles ces dernières décennies, et notamment celles qui sont liées ou probablement liées aux dérèglements des équilibres écologiques.

L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT : DES CLÉS POUR FONDER LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Par Alexandre Perra, Directeur exécutif Groupe EDF en charge de l'Innovation, la Responsabilité d'Entreprise et la Stratégie

Après l'urgence sanitaire et économique, la relance. La leçon de la crise sanitaire doit être un maintien, et même un renforcement, du cap de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, donc du sevrage des énergies fossiles. Des objectifs prioritaires s'imposent : prévenir les crises, dont celle annoncée du climat, protéger le capital naturel, rendre nos économies, française ou européenne, plus résilientes, relocaliser ou mieux ancrer des activités industrielles sur nos territoires.

NOUS SOMMES ENTRÉS DANS UN RÉGIME D'INSTABILITÉ CHRONIQUE

Par Thierry Pech, directeur général de Terra Nova

Nous sommes entrés dans un régime d'instabilité chronique où l'extraordinaire sera sans doute de moins en moins extraordinaire. C'est ce que suggère un rapide examen des statistiques décrivant la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles ces dernières décennies, et notamment celles qui sont liées ou probablement liées aux dérèglements des équilibres écologiques.

LES DÉFIS DU MONDE D'APRÈS

Par Jean Pisani-Ferry, économiste

L'épidémie de coronavirus a révélé la vulnérabilité de nos sociétés et renforcé la volonté de répondre à l'urgence climatique.

INTERNATIONAL

FRANCE, ITALIE : LE POLITIQUE À L'ÉPREUVE DU CORONAVIRUS

Par Marc Lazar, professeur d'histoire et de sociologie politique à Sciences Po et Président de la School of government de la Luiss à Rome, spécialiste de la vie politique italienne

L'épidémie du coronavirus met à l'épreuve la politique et ses responsables comme en attestent les exemples italien et français. Une analyse de Marc Lazar, spécialiste de la vie politique italienne, sur ces changements récents.

LE VIRUS N'A PAS VAINCU L'OPACITÉ CHINOISE

Par Chloé Froissart, maître de conférences en science politique au département d'Études chinoises de l'université Rennes 2, ancienne directrice du Centre franco-chinois en sciences sociales de l'université Tsinghua, Pékin

« Le Parti communiste chinois a menti, ment et continuera de mentir à propos du coronavirus pour protéger le régime [de la RPC] », écrivait Bloomberg, mercredi 1er avril, sur la foi d'un rapport classé secret des services de renseignement américains. Si des défaillances de la politique sanitaire sont apparues en France et dans d'autres pays européens, les dirigeants de nos démocraties auront à répondre, en temps et en heure, de leur manque d'anticipation et de leur impréparation, qui les ont amenés à déclarer l'état d'urgence sanitaire. Rien de tel dans un régime « autoritaire-post-totalitaire » comme celui de la Chine qui, comme l'avait souligné Vaclav Havel, est consubstantiellement lié au mensonge d'État, ce que démontre une nouvelle fois la crise du Covid-19. L'analyse de la sinologue Chloé Froissart pour Terra Nova à lire ci-dessous.

LA MONDIALISATION À L'HEURE DES COMPTES

Par Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères et spécialiste de géopolitique

En dépit de l'angoisse et des urgences, la bataille de l'après a déjà commencé entre ceux qui veulent revenir le plus vite possible à « la normale », ceux qui veulent tout changer pour des raisons écologiques, sociales ou autres, et ceux qui veulent poursuivre la mondialisation mais en en corrigeant ses effets délétères.

LES ETATS PEUVENT-ILS FAIRE FACE ENSEMBLE AU COVID-19 ?

Par Marisol Touraine, ancienne ministre de la Santé, Présidente d'Unitaid

La pandémie de coronavirus appelle un renforcement des politiques ou des coopérations internationales. C'est le contraire qui s'est produit à ce jour et risque de se poursuivre, sauf à ce que des actes forts soient posés. La stratégie d'acquisition des médicaments peut servir de premier test ou de terrain d'expérimentation d'une stratégie de coopération internationale repensée.Le temps des bilans n'est pas encore venu que, déjà, des analyses sur le monde d'après se font entendre, même s'il peut paraître présomptueux de deviner ce que sera notre nouveau "Nouveau monde", alors que le combat contre la maladie est loin d'être achevé et que ses conséquences économiques restent à mesurer. A l'opposé la liste des propositions opérationnelles s'allonge, depuis la revalorisation de certains salaires jusqu'à l'utilisation des nouvelles technologies en matière de santé en passant par l'incitation de modes de consommation écologiquement plus responsables. Ces deux approches sont évidemment nécessaires, et s'imposeront à nous sitôt la crise refermée : quel monde voulons-nous désormais ? Quelles actions entreprendre pour le faire émerger? Une analyse de Marisol Touraine, ancienne Ministre de la Santé et présidente d'Unitaid, pour Terra Nova.

COMMENT DEVENIR UN BON ÉLÈVE FACE AU COVID-19 ? LE SYSTÈME DE GESTION DE CRISE EN CORÉE DU SUD

Par Luc Pierron, co-coordonnateur du pôle santé de Terra Nova

Dans une approche comparée des stratégies de prévention et de lutte contre le Coronavirus, la Corée du Sud est régulièrement prise en exemple. En effet, au 10 avril 2020, 208 décès ont été rapportés pour près de 10 450 cas, soit un taux de létalité de 2 % (pour rappel, la France se situe à plus de 10 %) avec un niveau de dépenses de santé plus faible que la moyenne des pays de l'OCDE, et notablement plus faible que celui de la France.

QUELLE GOUVERNANCE MONDIALE POUR MIEUX LUTTER CONTRE LES PANDÉMIES ZOONOTIQUES ?

Par Lucien Chabasson, conseiller à la direction de l'Iddri (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales)

L'émergence et la dissémination du Covid-19 soulèvent des questions majeures de gouvernance internationale. Cette note de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) de Sciences Po examine ces enjeux et propose une voie de sortie multilatérale. Son auteur, Lucien Chabasson, est conseiller à la direction de l'IDDRI.

RENVERSEMENT PROVISOIRE DU (DÉS)ORDRE DU MONDE : LES PAYS PAUVRES, À CE JOUR, SONT MOINS TOUCHÉS

Par Hugues Lagrange, sociologue, directeur de recherche au CNRS Sciences Po

Au 1er mai 2020, le nombre total de décès attribués au coronavirus dépasse les 230 000 : nous avons été pris à revers par une catastrophe annoncée. La pandémie que nous avons sous les yeux touche surtout la population des pays riches, qui ont, pour des raisons économiques, d'étroites connexions avec la Chine, laquelle est en passe de devenir la première économie mondiale. Ce virus aurait pu aussi bien venir de Corée ou du Japon, d'un plus petit pays même. À ce jour, la pandémie a largement épargné l'Afrique subsaharienne, l'est de l'Indonésie, les zones pauvres des Caraïbes ordinairement victimes d'épidémies. Ainsi, de manière emblématique, vers le 10 avril, en République dominicaine, pays de 10 millions d'habitants dont le PIB par tête est de 7 650 $, on dénombrait plus de 5 000 cas et 265 décès, tandis que Haïti, pays de taille analogue mais parmi les plus pauvres du monde avec 854 dollars par habitant, déclarait 72 cas et 5 décès. Un curieux retournement s'est opéré : en l'occurrence, et pour l'heure, les premiers sont les derniers.

ATTAQUER LE VIRUS COMME IL NOUS ATTAQUE : AU NIVEAU MONDIAL

Par Béatrice Néré, Directrice Europe du Sud, G7 & G20 à la Fondation Bill et Melinda Gates

Notre monde est devenu à ce point interconnecté que la présence du virus quelque part, signifie en réalité que le virus est partout. Dès lors que le virus n'a pas de nationalité ou de frontière, il ne peut y avoir de solution nationale à une crise mondiale. Toute tentative d'un pays de se protéger en négligeant les autres sera vouée à l'échec. C'est la raison pour laquelle nous devons veiller à ce que chacun, partout dans le monde, ait un accès égal aux tests, aux médicaments et aux vaccins - lorsqu'ils seront disponibles, car ce n'est qu'en donnant accès à tous que nous pourrons mettre fin à cette pandémie. Le multilatéralisme doit être renforcé dans la crise.

SOCIÉTÉ

LES ANIMAUX MALADES DE LA PESTE ET LES DEMI-SAVANTS

Par Daniel Lenoir, ancien directeur de la CNAF, ancien directeur général de la CNAM et spécialiste des politiques sociales

Beaucoup l'ont constaté ces derniers jours, l'épidémie de covid 19 est un formidable révélateur des impasses de la mondialisation : de la pénurie de pièces détachées automobiles à celle du paracétamol, de l'effet du boycott décrété par Donald Trump sur le système sanitaire iranien, en passant par un mouvement de décroissance induit qui finit par rendre soudain plus respirable l'atmosphère des villes chinoises, on assiste à une dramatique leçon de choses sur les dégâts de la mondialisation. Mais les événements présents sont aussi un révélateur des impasses cognitives de notre système neuronal planétaire, de cette noosphère à qui les réseaux sociaux ont donné une plus grande visibilité, et dont ils amplifient les humeurs et les contradictions.

CRISE SANITAIRE ET URGENCE SOCIALE : LA PRÉCARITÉ À L'ÉPREUVE DU CORONAVIRUS

Par Victor Duchamp, haut fonctionnaire en poste dans le domaine social à Paris

Si l'épidémie de Covid-19 est une crise sanitaire d'ampleur inédite, elle est également une crise bien plus globale, qui interroge l'ensemble des politiques publiques, et tout particulièrement celles qui sont destinées aux plus précaires. Le secteur de la lutte contre la précarité n'a pu qu'intégrer après coup l'effet des consignes sanitaires : la question des impacts immédiats, et graves, du confinement sur les plus démunis, ne s'est posée qu'après son commencement. Terra Nova publie aujourd'hui le témoignage d'un professionnel du secteur sur les prémices d'un drame social d'une ampleur inégalée en France, sur les difficultés d'application du confinement, la mobilisation des professionnels de l'urgence sociale, et les impacts de la crise sanitaire sur les plus vulnérables.

LA LOGISTIQUE, UNE ACTIVITÉ URBAINE QUI PASSE AU PREMIER PLAN

Par Laetitia Dablanc, urbaniste et chercheuse à l'IFSTTAR-Université Gustave Eiffel

En temps de confinement, la logistique devient activité prioritaire. Plus exactement, alors qu'elle a toujours été stratégique pour les villes, elle devient beaucoup plus visible. Désertées par les autres mobilités, les rues font la part belle aux services urbains et aux véhicules de transport de marchandises. Et, pourtant, la mobilité logistique a baissé, suite à la réduction globale des commandes. Le e-commerce n'a que très partiellement remplacé les achats en magasin. L'impact de la crise sur les entreprises de transport est fort et se traduit par la désorganisation des flux, qui impacte l'optimisation des trajets. Comment appréhenderons nous tous ces sujets, de l'utilisation de la technologie pour la gestion des approvisionnements urbains (robots, drones, données massives des flux de marchandises connectées avec celles de la smart city) pour la rendre plus efficace et prête à une prochaine urgence, aux livraisons propres ? Du bilan carbone de la logistique dans les grandes villes, au statut, à la rémunération, à la représentation collective des livreurs urbains ?

COMMENT VOYAGERONS-NOUS APRÈS LA PANDÉMIE ?

Par Jean-François Rial, PDG de Voyageurs du Monde

Touché de plein fouet par la crise du COVID-19, le secteur du tourisme fait face à une profonde remise en question. Jean-François Rial, PDG de Voyageurs du Monde, livre ici son analyse sur le présent et l'avenir de cette activité, qu'elle concerne la France ou les autres pays du monde qui sont confrontés à la même situation.

LES FAMILLES MONOPARENTALES À L'ÉPREUVE DU CORONAVIRUS

Par Laure Skoutelsky, déléguée nationale de l'association « Parents solos et compagnie »

Les familles monoparentales ont fait une timide apparition sur la scène médiatique à la troisième semaine de confinement parce que leurs enfants étaient refoulés de certains magasins. Il a fallu un communiqué du Défenseur des droits suivi de la mise en place d'un dispositif de signalement des enseignes contrevenantes par le Secrétariat à l'Egalité Femmes/Hommes et contre les discriminations pour que les parents solos soient acceptés, non à titre dérogatoire mais parce qu'ils ne pouvaient faire autrement. Si l'on exclut ces incidents, les médias – notamment télévisés – n'accordent aucune attention particulière aux familles monoparentales sous l'angle du confinement. Seuls quelques articles ou sujets sur cette question apparaissent de temps en temps, en particulier dans la presse régionale . Qui s'interroge sur cette question que personne ne pose : comment faire tout.e seul.e ce qui aujourd'hui est déjà difficile quand on est deux ? Les difficultés perdureront également pour ces familles à l'issue du confinement, et les pouvoirs publics doivent agir vite : l'analyse de Laure Skoutelsky, déléguée nationale de l'association Parents solo et compagnie, pour Terra Nova.

UN ÉTRANGE CONFINEMENT

Par Emmanuel Roux, dirigeant d'entreprise, haut- fonctionnaire, essayiste

Un étrange confinement : le point de vue d'Emmanuel Roux, dirigeant d'entreprise, haut fonctionnaire et essayiste, (dernier ouvrage paru : La cité évanouie. Au-delà du progressisme et du populisme, septembre 2019, éditions de l'Escargot) sur la crise sanitaire inédite que nous vivons et ses bouleversements.

PREMIÈRES LEÇONS DE LA CRISE

Par Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT

La crise sanitaire que nous traversons a deux effets concurrents sur les relations sociales: d'un côté, elle nous lie fortement les uns aux autres; de l'autre, elle met en exergue nos divisions. Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, analyse pour Terra Nova les premières leçons à tirer de celle-ci : pour la création de nouvelles solidarités, pour la reconnaissance sociale de nombreux professionnels aux fonctions essentielles et sortis de l'invisibilité avec cette situation inédite, pour considérer la santé comme un secteur vital et prioritaire, et pour investir dans la transition écologique, dans la société d'après, pour que l'écologie ne fasse pas les frais de la crise sanitaire.

LES PRIORITÉS SOCIALES APRÈS LA CRISE SANITAIRE

Par Nicolas Duvoux, professeur de sociologie à l'Université Paris 8, membre du Conseil National de Lutte contre les Exclusions et conseiller scientifique au ministère de la Santé et des Solidarités (DREES-ONPES)

Avant la crise du COVID, les principales mesures sociales du quinquennat avaient été marquées par leur caractère disparate et contradictoire. Le refus de revaloriser les prestations monétaires pour les populations qui ne travaillent pas constitue la seule ligne directrice identifiable. Ce refus ne fait pas une politique, encore moins dessine-t-il un horizon mobilisateur. La crise actuelle l'a rendu obsolète. Cependant, si le gouvernement s'est finalement résolu à recourir à des aides pour celles et ceux qui ne sont pas en emploi, c'est sous le régime de l'exception. La présente note indique un ensemble d'orientations possibles pour mobiliser le système de solidarité et l'adapter face à la crise. Après une brève contextualisation, elle repose sur trois axes : la revalorisation, l'extension et l'automatisation du versement du RSA ; l'adoption d'une « règle d'or », principe d'action publique général fixant comme objectif de ne pas contribuer à l'augmentation des effectifs de cette prestation pour éviter de rééditer le précédent de la crise de 2008-2009 et la question de l'accompagnement social.

LA CRISE SANITAIRE NOUS PLACE DEVANT DES CHOIX DE SOCIÉTÉ

Par Thierry Beaudet, président de la Fédération nationale de la Mutualité Française

S'il est un fait à retenir dans la crise que nous vivons, c'est bien que la préservation immédiate de la vie humaine a, sauf exception, prévalu sur toute autre considération, économique ou idéologique. Pour sauver des vies et protéger les plus vulnérables, la très grande majorité des gouvernements dans le monde a fait le choix du confinement plutôt que celui de l'immunité collective. Un choix, ou un arbitrage, adopté aussi par l'immense majorité des citoyens confrontés à cette épidémie. Un choix pour se protéger, pour protéger les autres et pour soutenir la mobilisation remarquable des acteurs de première ligne, soignants et non-soignants. Un choix effectué et adopté en dépit de conséquences économiques, sociales, sociétales, à la fois considérables et inédites. A ce jour, chacun pressent l'ampleur des répercussions sans pouvoir toutefois en mesurer les contours exacts.

CE QUE L'ÉPIDÉMIE NOUS APPREND SUR LA JUSTICE SOCIALE

Par Michel Kazatchkine, médecin immunologiste clinique, conseiller spécial du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) pour l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale, senior fellow du Centre de santé mondiale de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement à Genève, et membre de la Commission mondiale sur les politiques en matière de drogues

Peu présente jusqu'à présent dans le débat sur la gestion de l'épidémie, la dimension sociale de l'exposition au risque de maladie paraît mieux prise en compte au moment de la deuxième vague. En témoigne la volonté du Président de la République d'intégrer cette dimension dans son argumentaire lors de son allocution du 28 octobre annonçant un reconfinement : "Il s'agit de protéger les plus modestes qui, parce qu'ils vivent dans des lieux plus exigus, parce qu'ils occupent des emplois précaires, sont le plus touché par le virus sur le plan sanitaire".

DÉCONFINER LE TRAVAIL À DISTANCE

Par Martin RIcher, responsable du pôle Entreprise, Travail & Emploi de Terra Nova

L'Etat et les entreprises n'ont pas su tirer les enseignements du premier confinement pour installer les conditions d'un travail à distance serein et efficace. Nous en payons le prix aujourd'hui : le second confinement se heurte à une mobilité des Français beaucoup plus élevée qu'en mars et avril derniers. Cette situation est d'autant plus surprenante que le travail à distance est sans doute le meilleur compromis entre impératif sanitaire et maintien de l'activité économique : il permet de réduire considérablement les contacts tout en continuant à travailler. Il n'est cependant pas trop tard pour prendre le contre-pied de cette situation en accompagnant un développement proactif du travail à distance : même si ce second confinement devait s'interrompre dans le mois qui vient, il serait certainement utile de maintenir plus longtemps en télétravail un maximum de salariés de façon à éviter une troisième vague. Car le temps qui nous sépare de la protection collective que permettrait la distribution d'un vaccin efficace risque d'être encore long. Terra Nova fait aujourd'hui ses propositions pour faire avancer le débat, et "déconfiner" le travail à distance.

PARTENARIATS

CORONAVIRUS : #ETAPRÈS ? TERRA NOVA PARTENAIRE DE FRANCEINFO

Alors que la France entamait sa quatrième semaine de confinement et que des scénarios de sortie de crise sont à l'étude, franceinfo se mobilisait pour réfléchir à l'après-crise sanitaire, et lançait mercredi 8 avril un grand appel à contributions sur toutes ses antennes (radio, télévision, numérique) pour imaginer la société de demain, en partenariat avec Terra Nova et la Fondapol. Santé, travail, écologie, éducation, entreprises, politiques publiques, solidarités, innovation, mondialisation… Terra Nova mobilise toute son expertise et son réseau de contributeurs pour donner leur vision du monde d'après, ouvrir des perspectives, avec des échanges et des débats qui seront relayés sous des formats écrits, audio et vidéo sur les antennes de franceinfo.
Cette crise sanitaire d'ampleur inédite aura profondément changé la vie des Français. Terra Nova s'investit, aux côtés de franceinfo, pour esquisser le portrait du monde qui vient.

- "Télétravail : un réel progrès pour les salariés et les entreprises ?" - 12.04.20
- "Coronavirus : l'Europe doit devenir plus ambitieuse dans la bataille sanitaire"- 12.04.20
- "Coronavirus : le tracking numérique est un moyen, mais pour quelle fin ?"- 12.04.20
- "Reprenons l'histoire où nous l'avons laissée à l'automne 2009…"- 16.04.20
- "Quelle sera l'application de demain pour lutter contre le Covid-19 ?"- 17.04.20
- "Comment voyagerons-nous après la pandémie ?"- 17.04.20
- "L'Etat ne peut plus gérer les crises "par le haut"- 27.04.20
- "Et si on faisait le pari du long terme ?"- 28.04.20
- "Ce que le système de gestion de crise en Corée du Sud peut nous apprendre face à des épreuves comme le coronavirus" - 30.04.20

L'INITIATIVE « #MONTRAVAILÀDISTANCE, JENPARLE ! », LANCÉE PAR RES PUBLICA AVEC PLUSIEURS PARTENAIRES (LA CFDT, METIS EUROPE, MANAGEMENT & RSE ET LIAISONS SOCIALES MAGAZINE)

Terra Nova s'est associé à l'initiative « #Montravailàdistance, Jenparle ! », lancée par le cabinet Res publica , afin de mieux comprendre les transformations du travail qui s'accélèrent dans cette période si particulière.
Nous avons notamment voulu cerner la façon dont le choc du « travail confiné » est vécu par les salariés, les managers et les entreprises, lorsque 8 millions de personnes sont soudainement converties au télétravail.
« #Montravailàdistance, Jenparle ! » est une initiative collaborative : elle appelle la participation et l'initiative des collaborateurs. Terra Nova publie aujourd'hui une analyse des données quantitatives issues du questionnaire proposé par la plateforme. Un travail plus approfondi suivra, après le 11 mai, utilisant les données qualitatives fondées sur les contributions, les propositions et des débats de celle-ci.
L'expérience du travail à distance réalisée à grande échelle durant les semaines de confinement laissera des traces. Pour les salariés, des bénéfices incontestables pour certains, aux difficultés pour d'autres, à concilier vie domestique et vie professionnelle et à disposer d'un espace de travail dédié. Elle accélérera aussi la transition managériale afin que les managers délèguent davantage, repensent leur valeur ajoutée et l'exercice de leur fonction. De nombreux enseignements devront être tirés, que nous décrivons ici.

- Libération : "Télétravail : le boulot compresseur" - 29.04.20
- Le Monde : Une conversion au télétravail plutôt réussie, selon une étude - 01.05.20
- l'Opinion : "Confinement: le télétravail transforme l'essai" - 01.05.20
- L'USINE NOUVELLE : "On ne pourra pas dire aux télétravailleurs que tout reprend comme avant", explique Martin Richer (Terra Nova) - 05.05.20

@TerraNovaThinkTank

@_Terra_Nova

Terra Nova- think tank

www.tnova.fr

Contact :
Annalivia Lacoste, responsable de la communication de Terra Nova | annalivia.lacoste@tnova.fr

Terra Nova © 2020